

Développement durable : les SIC, pertinentes et sous-estimées

par PASCUAL ESPUNY Céline, « cespuny@hotmail.com »
GRIPIC, EA 1498 - CELSA, Paris 4 Sorbonne

De mon expérience de la pratique de la communication en organisation et de celle de chercheur en sciences de l'information et de la communication (SIC), je retiens un parallélisme qui me semble au cœur d'une problématique de manque de connaissance, voire de reconnaissance de notre discipline : l'information et la communication interpellent les autres disciplines, elles les attirent, intuitivement, elles sont perçues comme fondamentales ; mais mal cernées et peu comprises dans leur démarche interdisciplinaire et globale, elles pâtiennent soit d'une image tronquée, soit d'une réduction de leur objet d'étude aux questions visuelles ou médiatiques. Ainsi, concernant le champ du développement durable, en est-on arrivé à cette situation paradoxale de voir d'autres disciplines lancer des études dans un champ qui relève des SIC alors que ces réflexions ont déjà fait l'objet d'études, de mémoires, d'articles. La situation est similaire en organisation, où les stratèges et les financiers découvrent les standards de communication environnementale, de réputation, etc. pourtant bien connues des communicants. Pourquoi ce décalage ?

Je formule l'hypothèse que ce croisement communication/développement durable est particulièrement fertile⁽¹⁾ pour comprendre l'originalité et la pertinence des SIC en termes de recherche et l'importance du rôle social qu'elles peuvent jouer, notamment en termes de communication appliquée. Je postule qu'elles sont dotées d'un cadre théorique, d'une méthodologie qui leur permet d'analyser de façon quasi-contemporaine un objet d'étude particulièrement complexe, en émergence ⁽²⁾, et qu'elles sont l'un des moyens pour se l'approprier ⁽³⁾. Ces hypothèses m'amènent à élargir mon propos : comment se fait-il que les recherches menées en SIC soient si peu connues des autres disciplines, alors même qu'elles apportent des réponses aux problématiques des autres chercheurs ? Comment, dès lors, remédier à cette situation de fait ⁽⁴⁾ ?

Mots-clés : Information, communication, développement durable, pertinence, paradoxe

Why are the sciences of information and communication so unknown by the other sciences when they respond to so many answers ? To understand this paradox, we propose analysing the part they play in understanding a phenomenon as complicated as sustainable development. We say that the theoretic base they propose, the method they use are able to explain and describe it. We try to demonstrate the social part they can play. At least, we suggest some proposals to pass beyond the paradox we first observe.

Keywords : Information, communication, sustainable development, acuteness, paradox

De mon expérience à la fois de la pratique de la communication en organisation et de celle de chercheur en sciences de l'information et de la communication, je retiens un parallélisme qui me semble au cœur d'une problématique de manque de connaissance, voire de reconnaissance de notre discipline : l'information et la communication interpellent les autres disciplines, elles les attirent, intuitivement, elles sont perçues comme fondamentales ; mais

mal cernées et peu comprises dans leur démarche interdisciplinaire et globale, elles pâtissent soit d'une image tronquée, soit d'une réduction de leur objet d'étude aux questions visuelles ou médiatiques.

Le trait est-il trop épais ? Est-il possible d'établir ainsi un parallélisme entre le manque de connaissance que j'ai vécu dans les usages et pratiques de la communication en organisation et celui que j'ai également noté recherche en sciences de l'information et de la communication ? Le fait est que, concernant le champ du développement durable étudié dans ma thèse[1], alors que l'information comme la communication sont l'un des piliers du développement durable, à la source de la nouvelle logique, il ne leur a été donné écoute et parole que tardivement. Aussi en arrive-t-on à cette situation paradoxale de voir les sciences exactes et sociales lancer des études dans un champ qui relève de l'information et de la communication (par exemple : quelle communication dans les rapports RSE des entreprises ?) alors que ces réflexions ont déjà fait l'objet d'études, de mémoires, d'articles en sciences de l'information et de la communication. La situation est similaire en organisation, où les stratèges et les financiers découvrent les standards de communication environnementale, de réputation, de codes, des pratiques de « storytelling » (Christian Salmon, 2007)[2], voire de « greenwashing » pourtant bien connues des communicants. Pourquoi ce décalage ?

Croiser la discipline des sciences de l'information et de la communication à un objet d'étude en cours de stabilisation définitionnelle, le développement durable, est-il un terrain d'étude pertinent pour analyser à la fois la pertinence du regard des sciences de l'information et de la communication et leur manque de (re)connaissance ? Je formule l'hypothèse que ce croisement est particulièrement fertile(1) pour comprendre l'originalité et la pertinence des sciences de l'information et de la communication en termes de recherche et l'importance du rôle social qu'elles peuvent jouer, notamment en termes de communication appliquée. Je pense qu'en effet, elles sont dotées d'un cadre théorique, d'une méthodologie qui leur permet d'analyser de façon quasi-contemporaine un objet d'étude particulièrement complexe, en émergence (2), et qu'elles sont l'un des moyens pour se l'approprier (3). Ces hypothèses m'amènent à élargir ainsi mon propos : comment se fait-il que les recherches menées en sciences de l'information et de la communication soient si peu connues des autres disciplines, alors même qu'elles apportent des réponses aux problématiques des autres chercheurs ? Comment, dès lors, remédier à cette situation de fait (4) ? Dans cette démarche en quatre temps, comparative entre disciplines, menée en parallèle sur la recherche et sur le métier en entreprise ou dans les institutions, je propose quelques pistes de réflexion.

Communication et développement durable, un terrain d'études particulièrement fertile

La définition consensuelle, reconnue comme « canonique » par Nicole d'Almeida (2004)[3] du développement durable est donnée au chapitre deux du rapport Brundtland Our common Future :

« Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs »[4].

Le développement durable est un objet d'étude complexe, plastique, polymorphe. Complexe, car il fait intervenir une nouvelle logique qui déplace les lignes traditionnelles de pensée, les schèmes d'appréhension communs. Il introduit des ruptures cognitives qui sont de l'ordre de l'épistémologie (Dominique Bourg, 2002[5]). Très plastique, l'expression peut être abordée sous quatre angles d'analyses particulièrement riches : le niveau lexicologique, le niveau rhétorique, le niveau communicationnel (ou « sémio pragmatique »), le niveau médiatique (ou « méta communicationnel »)[6]. Polymorphe, l'expression est qualifiée de polychrétique (Yves Jeanneret, 2003) :

« Investir le champ des communications environnementales a donc un certain nombre de conséquences en termes de conditions d'intelligibilité des pratiques et d'exigences pour l'analyse. C'est d'abord un point de vue privilégié pour observer la polysémie de la communication sociale (l'environnement est d'emblée susceptible d'une multiplicité de définitions) et au-delà, la polychrésie de toute forme de communication (on y joue à plusieurs jeux à la fois, on y agit sous plusieurs formes à la fois, on y mobilise plusieurs types d'enjeux à la fois.) »[7].

Le développement durable est donc une nouvelle logique, qui bouscule nos modèles de perception classiques. Aux ruptures spatiales, temporelles, anthropocentriques proposées s'ajoute un renouvellement discursif et cognitif.

Pour la Commission Brundtland, le développement durable est contre-nature, il ne va pas de soi. Outre tous les freins culturels, psychologiques, et sociologiques que la Commission a relevé dans son chapitre deux, elle exprime les limites institutionnelles, économiques et médiatiques sur lesquelles le développement durable va buter : le système est construit pour répondre aux attitudes admises comme naturelles de l'homme. Aussi la Commission préconise-t-elle enfin un appui majeur des moyens de communication, qu'elle envisage à la fois comme informatifs et persuasifs. La communication joue un rôle majeur dans la diffusion du développement durable :

« A elle seule, la loi ne suffit guère pour faire respecter l'intérêt commun. Ce qu'il faut, c'est l'appui d'un public informé - d'où l'importance d'une plus grande participation de celui-ci aux décisions qui peuvent avoir des effets sur leur environnement. Le moyen le plus efficace consiste à décentraliser la gestion des ressources en donnant aux collectivités leur mot à dire sur l'usage à faire de ces ressources. Il faudrait aussi promouvoir les initiatives des citoyens, donner du pouvoir aux associations et renforcer la démocratie locale. . »[8]

Cette intuition, posée en 1987, se révèle juste aujourd'hui, alors que pour la première fois, en 2007, deux thèses ont été soutenues en France en sciences de l'information et de la communication qui portent explicitement sur le développement durable[9].

Est-ce parce que communication et développement durable présentent des traits communs ? Les corpus théoriques sont parfois convergents (Bateson, Habermas, Arendt, Adorno...), les préoccupations sont similaires qui instaurent de nouveaux comportements de partage, de circulation de l'information. Le développement durable inclut la communication

dans ses piliers épistémologiques, par la participation et la transparence. Il requiert une dynamique communicative et informationnelle, il est séculier, il s'immisce dans l'espace public tel que défini par Habermas. Les textes fondateurs appellent à la pratique de la communication, au sens premier de « mettre en commun ». Tous développent un discours du partage de l'information. Certains textes, plus précis, comme Action 21 vont jusqu'à identifier des grands groupes « partenaires » de cette communication généralisée et sollicitée. Outre cet appel explicite à un outil et à une pratique de mise en commun, le développement durable partage avec la communication un profil commun complexe. Les sciences de l'information et de la communication, elles-mêmes hybrides et interdisciplinaires se sont avérées appropriées pour la compréhension d'un tel phénomène.

Or, lors de colloques, de journées d'études, le développement durable est essentiellement approché par les sciences de gestion ou économiques (approche par la responsabilité sociale et environnementale des entreprises), par les sciences de la terre (risques environnementaux et société, sciences de l'environnement...), par le droit (droit environnemental comparé, droit international...), par la science politique (politiques publiques, nouvelle gouvernance...). L'épistémologie s'est également saisie de l'objet d'étude, portant ses recherches sur les ruptures conséquentes à l'adoption du principe de précaution, sur l'incertitude et ses conséquences à la fois philosophiques et scientifiques, sur l'inclusion du risque, l'histoire s'intéresse au sujet (émergence, ruptures de temporalités). Ces problématiques peuvent se croiser : ainsi la science politique s'interroge-t-elle sur la portée des études d'impact scientifique menées, qui elles-mêmes posent la question de la précaution et de l'incertitude. Le développement durable propose des remises en question qui déplacent les lignes de partage entre disciplines : ainsi en est-il d'une problématique telle que celle du changement climatique, de la biodiversité, du global au local... Quid de la communication ? A notre connaissance, seuls trois laboratoires[\[10\]](#) se sont saisis du sujet, et nous sommes très peu de chercheurs en sciences de l'information et de la communication à participer aux colloques interdisciplinaires sur le sujet.

Le constat est le même s'agissant de la pratique en entreprise : le Grenelle de l'environnement a mis à jour, par un processus maïeutique, les enjeux de la communication dans l'application du développement durable. L'organisation découvre une déontologie de la communication dite « responsable », voire « durable », que Thierry Libaert a très tôt relié à la problématique de la transparence :

« Parallèlement à ces trois principes, le principe de transparence, de nature communicationnelle, impose le respect des règles quantitatives et qualitatives relatives aux informations diffusées. Il bannit le secret dès lors qu'un risque existe, il interdit des processus manipulateurs fondés sur des informations parcellaires ou tronquées. Il traduit la nécessité d'un ancrage déontologique dans les processus de communication et de concertation. Il reconnaît la communication à égalité avec les domaines économiques, sociaux et environnementaux dans la constitution d'une démarche de développement durable. »[\[11\]](#)

L'Union des Annonceurs fait actuellement connaître et signer la « Charte pour une communication responsable »[\[12\]](#) ; le Bureau de vérification de la publicité édite une « charte d'Objectifs et d'engagements ». Les questions de « communication responsable » qui se posent dans les organisation sont liées aux problématiques de développement

durable. Elles ont émergé parallèlement aux recherches en sciences de l'information et de la communication sur la question. Le terrain est donc particulièrement actuel, porteur, à défricher, innovant.

Acuité et pertinence du regard des SIC

L'originalité et la pertinence du regard que proposent les sciences de l'information et de la communication sur de multiples objets sociaux ont fait l'objet de nombreuses communications scientifiques et ne nous semblent plus à démontrer. L'approche communicationnelle et informative permet de suivre et de comprendre l'émergence de phénomènes complexes, polymorphes.

Le développement durable se publicise sous la forme de plusieurs problèmes internationaux imbriqués les uns dans les autres. Il est question d'accès au développement pour des pays dits émergents ou en voie de développement, et une première partition se fait entre Nord et Sud. Il est en même temps question d'un problème général, sans frontière, celui de la dégradation de l'environnement, et apparaît alors la question des ressources, de leur allocation, de leur utilisation pour aboutir également à la celle du développement. D'autres problèmes, qui deviennent publics, convergent vers une prise de conscience diffuse, éparpillée, qui va donner lieu au développement durable : une remise en question de la croissance comme seul objectif, celle du progrès comme fin en soi, etc.

L'approche par les sciences de l'information et de la communication nous permet d'enclencher une dynamique, de comprendre les leviers utilisés, de pondérer le poids de la parole émise et pour finir, de comprendre un discours propre qui s'installe, au-delà du système de communication ainsi envisagé, par homéostasie.

Outre cette adéquation au sujet, je pense également que la pertinence du regard des SIC sur un objet aussi plastique, complexe et polymorphe que le développement durable tient à l'ampleur théorique des sciences de l'information et de la communication, qui permet de regarder le phénomène dans son ensemble, et pas seulement du point de vue de l'émetteur, ce qui est le cas en sciences de gestion (entreprise émettrice de discours en responsabilité sociale et environnementale), pas du seul point de vue de la puissance publique (sciences politiques) ou scientifique, mais bien dans un circuit large et dynamique de circulation des messages, où l'analyse sociétale (psychologique, sociologique) vient compléter une compréhension des ruptures d'intelligibilité (épistémologie, philosophie, histoire), comprise dans un ensemble normé et culturel (science politique, économie, gestion mais aussi sociologie).

La construction d'un cadre théorique adéquat, pluridisciplinaire, souvent à la lisière des sciences cognitives, de la science politique, de la philosophie des sciences, de la psychosociologie mais aussi du droit, des sciences de gestion, etc. pour trouver des réponses à des phénomènes amples, souvent ambivalents voire controversés, permet une recherche originale et pertinente avec l'objet d'étude. La réfutation, par certains laboratoires, de se cantonner à l'approche hypothético-déductive ou empirico inductive est une autre manière aujourd'hui de se réclamer d'un nouveau paradigme de recherche, d'une approche critique renouvelée.

En choisissant des problématiques de médiation, de publicisation, de médiatisation, les sciences de l'information et de la communication permettent d'embrasser des questions relevant, comme c'est le cas pour le développement durable, du renouvellement cognitif. Celui-ci se traduit dans les discours aussi bien que dans les pratiques, dans les usages. Elles ouvrent des perspectives d'analyse très larges, concernant les logiques de traitement, d'émission, de transmission, de réception d'appropriation. Au final, elles permettent de dépasser les frontières disciplinaires.

Elles permettent enfin d'approcher des phénomènes dans leur rapidité d'émergence, ce qui constitue un avantage réel par rapport aux autres disciplines. Elles peuvent rendre compte de l'impact des supports de transmission, aussi bien que de l'importance des conditions d'émission ; elles étudient le contenu et le contenant, l'émetteur, le canal et le récepteur, leurs qualités, leur possibilité connotative sur l'évolution du message sur des médias aussi rapides et réactifs qu'Internet. C'est une pensée itérative, dynamique et complexe qui peut se couler dans les nouvelles logiques qui se mettent en place, quelle que soit leur rapidité d'émergence.

De nombreux modèles permettent de saisir un phénomène d'émergence : ainsi en est-il des recherches portant sur l'événement (Eliseo Véron, Jocelyne Arquembourg, Louis Quéré) ou sur les problèmes publics. La controverse peut être analysée aux travers des dispositifs médiatiques, aux travers des expressions discursives, au sein d'un espace public au sens habermassien. Enfin, la théorie des processus de communication développée par le CERIC (Université de Montpellier 3) peut permettre de cerner dans sa complexité un mouvement, une occurrence. Les sciences de l'information et de la communication peuvent être mobilisées « à chaud », et c'est bien l'un des traits qui peut les différencier des autres disciplines. L'analyse du média le permet, de même que l'analyse des logiques d'acteurs sous-jacentes, et c'est l'un des atouts de notre discipline.

Un rôle social évident

La recherche joue un rôle majeur dans la compréhension du phénomène. Dans cette perspective, dotées d'une expertise et d'un savoir-faire, les sciences de l'information et de la communication me semblent jouer un rôle social évident, qu'il s'agisse de comprendre les enjeux, les rapports de force, les logiques en cours, les codes en œuvre. L'analyse est minutieuse, qui fait appel à des techniques reconnues, de la linguistique à la sémiotique, mais le regard est neuf. L'approche critique se construit dans un espace social en mouvement.

Par ailleurs, elles mettent en œuvre plusieurs niveaux d'analyse, de l'individuel au collectif et permettent de suivre des questions de normalisation, d'émergence, d'institutionnalisation. En suivant les messages, de leur émission à leur réception, c'est toute la trame sociale qui peut être potentiellement interrogée. Ce champ de réflexion est original, les résultats des analyses effectuées ont des conséquences directes en terme de pratiques et d'usages. S'agissant du développement durable, les recherches menées par notre discipline s'intègrent dans une problématique cruciale de changements de comportement à court terme.

Je souligne ici les travaux du GRIPIC, CELSA Université Paris 4[\[13\]](#), et du CREPCOM, Université de Provence, Aix-Marseille 1, qui a proposé de nombreuses études sur le concept

de communication engageante, notamment sur le thème de l'écocitoyenneté[14]. Le laboratoire I3M[15], Université de Nice Sophia-Antipolis a également engagé de nombreuses recherches sur le sujet, regroupées autour de l'intitulé " Savoir, représentation, patrimoine et développement durable ". Ces travaux en sciences de l'information et de la communication sur le terrain de recherche innovant que représente la mise en application du développement durable, ont deux traits principaux : ce sont des projets interdisciplinaires, ce sont souvent des recherches actions.

Par rapport aux autres disciplines, outre que les sciences de l'information et de la communication se situent à la source des défis proposés par le développement durable, elles sont parmi les seules à disposer d'une méthodologie et d'une expertise qui leur permettent d'aborder l'objet d'étude dans son ampleur et dans sa dynamique, de poser un diagnostic et de proposer des pistes d'actions concrètes. Les liens entre recherche et application en organisation sont concrets et les chercheurs sont parfois associés aux réflexions des organisations, ce qui peut constituer une première piste d'explication de cette proximité entre pratique et recherche et ce parallélisme que nous avons relevé.

La communication en organisation joue elle aussi un rôle majeur dans la mise en place du développement durable, qu'il s'agisse de l'expression de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, mais également des mises en pratique de comités délibératifs, de gouvernance. Au service communication est laissé le soin de l'organisation de telles réunions, et les partenariats avec les ONG se gèrent souvent en comité restreint, dans le cadre de comité de pilotage où la communication joue un rôle prépondérant.

Dans les organisations, le développement durable est encore en phase de formation, de sensibilisation, voire publicisation. La communication est ainsi au cœur d'enjeux qui relèvent d'un espace public en mutation. Elle est rendue particulièrement visible par les conclusions des groupes de travail du Grenelle de l'environnement. Voici les qualificatifs employés concernant les décisions publiques s'inscrivant dans la perspective d'un développement durable,

« Construites dans la transparence, fondées sur la concertation et la participation, systématisant le principe d'un « temps réservé » à cet effet, impliquant l'accès à l'information, l'évaluation et l'expertise pluraliste, et suivies d'une application effective »[16]

Cependant, les questions sont multiples pour les responsables de la communication en entreprise : les ateliers des Universités d'été de la communication pour le développement durable organisées par ACIDD[17] en 2007 témoignent du vaste panorama d'interrogation, qui porte sur le consommateur, le marché, le politique, le droit, les labels, la publicité, la communication à partir des territoires...Les questions de communication posées par le développement durable dans les organisations relèvent également d'une démarche interdisciplinaire, mais aboutissent à des actions particulièrement visibles, telle que les publicités.

Ces questions sont également à la source de profonds changements dans les organisations : la gouvernance interpelle l'organisation, la responsabilité se gère aussi bien en interne qu'à l'externe, le principe d'information et de transparence est la source de changements profonds, portés par la communication, et dont les conséquences commencent à peine se

faire sentir. La communication en organisation porte donc autant les principes et les pratiques du développement durable qu'elle en est à la source.

Promouvoir l'interdisciplinarité et la complexité du regard des SIC

Cette pertinence et cette originalité d'approche sont cependant peu connues, sinon mal comprises. Jusqu'où les sciences de l'information et de la communication étendent-elles leur expertise ? Sur quels terrains ? Leur est-il légitime de s'attacher à des questions qui peuvent relever des différents champs disciplinaires qu'elles sollicitent dans une nouvelle approche ? En quoi ce regard, qui s'est construit sur des sciences sociales plus classiques et qui a évolué dans une nouvelle démarche, est-il légitime face à ceux qui sont restés dans l'orthodoxie de leur discipline ? L'interdisciplinarité affirmée des sciences de l'information et de la communication, que nous envisageons comme une richesse et comme naturelle dans notre démarche peut être vécue comme illégitime par d'autres. Concernant le développement durable, l'état des recherches est à ce titre révélateur : les discussions scientifiques se situent pour la plupart à des croisements interdisciplinaires. Ne faudrait-il pas s'intégrer systématiquement, au titre de spécialiste de l'information et de la communication au sein des groupes déjà formés ? Faire œuvre de pédagogie ?

Concernant notre expérience sur le développement durable, en entreprise comme dans la recherche, ces questions se posent avec plus ou moins d'acuité selon les pays et selon les disciplines. Ainsi, en Espagne et au Canada, l'intégration des sciences de l'information et de la communication aux groupes de réflexion est aisée. Le cas français est pour le moment moins disposé par rapport à ce qui est considéré comme une discipline jeune. Certaines disciplines, comme les sciences de gestion, sont naturellement proches de ces problématiques. Des réseaux de recherche tels que RIODD, ont dès leur premier congrès, ouvert leurs tribunes aux chercheurs en sciences de l'information et de la communication.

Notre expérience relève par contre une vraie ligne de partage entre sciences sociales et sciences exactes, alors que les sujets peuvent converger. A titre d'exemple, nous citerons la difficulté pour certains scientifiques de comprendre que le débat porté sur le règlement Reach était certes technique (nocivité des substances, fiabilité des tests, connaissances des effets) mais a relevé essentiellement d'une lutte d'imposition du contexte pour les nombreux acteurs impliqués dans les négociations du projet de règlement. L'état des connaissances scientifiques a certes constitué un terrain essentiel de discussions, mais c'est de la joute discursive qui a eu lieu entre acteurs sociaux, où chaque argument avancé a fait l'objet d'une médiatisation, que se sont cristallisées les opinions et au final, que s'est gravée la loi.

La question est alors, pour notre discipline, d'être intégrée aux discussions, de proposer son diagnostic, ses éléments critiques. Le corollaire est également de ne pas restreindre nos interventions aux seules questions médiatiques ou sémiotiques. Sans aucune auto restriction de notre part et au contraire, avec une certaine gourmandise à faire connaître et partager le point de vue de notre discipline, en tant que spécialiste en communication en organisation ou en tant que chercheur au sein de projets interdisciplinaires, il est possible, peut-être à

court terme, de se faire connaître et reconnaître pour notre expertise des ressorts de cette formidable mise en commun qu'est la communication et le partage d'informations.

Bibliographie

Almeida N. d', 2004, *de l'environnement au développement durable, l'institution d'un objet et la configuration d'une question.* », cahier du CELSA,

Bernard Françoise, 2005, *Communiquer et organiser la communication d'utilité publique : le paradigme de la communication engageante*, Colloque international organisé par le GREC/O, l'Université de Bordeaux 3 et l'Université de Wuhan (Chine) 1-2 décembre 2005, Bordeaux (Pessac)

Bernard Françoise, Joule Robert Vincent, Lagane Jean, 2007, *La communication engageante au service de la promotion des valeurs et des comportements écocitoyens. L'exemple de recherches-actions sur le thème de l'écocitoyenneté*, 75^e Congrès de l'ACFAS, Québec,

Boillot, F., 2004. *La médiation de la biodiversité.* Communication et organisation, GREC/O.

Bourg D., 2002, *Quel avenir pour le développement durable*, Le Pommier (les petites pommes du savoir),

Breton P. 1997, *L'utopie de la communication. Le mythe du village planétaire.* Paris, la Découverte, Poche,

Cefai D., 1996, *La construction des problèmes publics. Définitions de situation dans les arènes publiques.*, Réseaux,

Champagne P., 1991, *La construction médiatique des malaises sociaux*, Actes de la recherche en sciences sociales, n°90,

Cheveigné S (de), 1997, *la science médiatisée : le discours des publics*, Hermès n°21,

Commission mondiale sur l'environnement et le développement, 1987, *Our common future*, Montréal, Editions du Fleuve,

Debos, F. 2005, *L'impact de la dimension éthique dans la stratégie de communication de l'entreprise : la nécessité d'une communication responsable.* Communication et Organisation, 26, 92-103.

Escarpit R. 1976, *Théorie générale de l'information et de la communication*, Paris, Hachette,

Granget, L. 2004. *La responsabilité sociale des universités à l'heure du savoir comme marchandise.* Communication & Organisation GREC/O, 26

Hymes D, 1984, *Vers la compétence de communication*, Paris, Crédif Hartier.

Jeanneret Yves, 2003, *l'environnement comme espace de discours*, Cahiers du CELSA, journée de développement durable,.

Mattelart A. et M. 1995, *Histoire des théories de la communication*, Paris, la Découverte,

Mercier A. 2007, *Logiques journalistiques et lecture événementielle des faits d'actualité*, Hermès n°46,

« *La place des NTIC dans l'émergence, dans l'appropriation et dans le débat autour d'un objet environnemental : le cas des rejets polluants* », 2005, projet coordonné par Nicole d'Almeida, Yves Jeanneret, et Suzanne de Cheveigné, comprenant également : Olivier Aïm, Jacqueline Chervin, Béatrice Jalenques Vigouroux, Mathieu Janich, Akila Nedjar, Samira Ouardi, et financé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (Programme "Concertation, Décision, Environnement") et l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie.

Libaert Thierry, *le quatrième pilier du développement durable*, <http://tlibaert.info/documents/transparenceDD.pdf>

Pascual Espuny C., 2007 « *Le développement durable : promesse d'un changement paradigmatique ? Etude d'un processus discursif et négocié. Un exemple : Reach (règlement européen sur les produits chimiques)* ». Thèse en sciences de l'Information et de la Communication, Paris 4 Sorbonne.

Pierre F., 2007, « *Espace public transnational. Eléments épistémologiques et méthodologiques pour l'analyse. A travers le Sommet mondial du Développement Durable (Johannesbourg, 2002.)* », Thèse en Sciences de l'Information et de la Communication, Université Paris 12.

Olivesi S. (dir.) 2006, *Sciences de l'information et de la communication. Objets, savoirs, discipline*, Grenoble, PUG,

Salmon C., 2007, *Storytelling : La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Ed La découverte, 239 p

Véron E., 1981, *Construire l'évènement, les médias et l'accident du Three Mile Island*, Ed de Minuit,

[1] Pascual Espuny C., 2007 « *Le développement durable : promesse d'un changement paradigmatique ? Etude d'un processus discursif et négocié. Un exemple : Reach (règlement européen sur les produits chimiques)* ». Thèse en sciences de l'Information et de la Communication, Paris 4 Sorbonne.

[2] Salmon C., 2007, *Storytelling : La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Ed La découverte, 239 p.

[3] Almeida N. d', 2004 *de l'environnement au développement durable, l'institution d'un objet et la configuration d'une question*, cahiers du CELSA,

[4] Commission mondiale sur l'environnement et le développement, 1987, *Our common future*, Montréal, Editions du Fleuve, chap 2, P. 54,

[5] Bourg D., 2002, *Quel avenir pour le développement durable*, Le Pommier (les petites pommes du savoir),

[6] « *La place des NTIC dans l'émergence, dans l'appropriation et dans le débat autour d'un objet environnemental : le cas des rejets polluants* », projet coordonné par Nicole d'Almeida, Yves Jeanneret, et Suzanne de Cheveigné, comprenant également : Olivier Aïm, Jacqueline Chervin, Béatrice Jalenques Vigouroux, Mathieu Jhanich, Akila Nedjar, Samira Ouardi, et financé par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (Programme "Concertation, Décision, Environnement") et l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie.

[7] Jeanneret Yves, 2003, *l'environnement comme espace de discours*, Cahiers du CELSA, journée de développement durable.

[8] CMED, op. cit., chapitre 2, p. 71

[9] Pascual Espuny, op. cit

Pierre F., 2007, « *Espace public transnational. Eléments épistémologiques et méthodologiques pour l'analyse. A travers le Sommet mondial du Développement Durable (Johannesbourg, 2002.)* », Thèse en Sciences de l'Information et de la Communication, Université Paris 12.

[10] GRIPIC, CELSA, Université de Paris 4, CREPCOM/IRSIC, Université de Provence Aix-Marseille 1, I 3M, Université de Nice Sophia Antipolis.

[11] Libaert Thierry, *le quatrième pilier du développement durable*, <http://tlibaert.info/documents/transparenceDD.pdf>

[12] 32 organisations signataires à ce jour

[13] je renvoie notamment aux journées d'études sur le développement durable, organisées au CELSA depuis 2003 sous l'initiative de Nicole d'Almeida, et qui ont fait l'objet de publication dans les cahiers du CELSA. <http://www.mediata.fr>

[14] Bernard Françoise, "*Communiquer et organiser la communication d'utilité publique : le paradigme de la communication engageante*", Colloque international organisé par le GREC/O, l'Université de Bordeaux 3 et l'Université de Wuhan (Chine) 1-2 décembre 2005, Bordeaux (Pessac)

Bernard Françoise, Joulé Robert Vincent, Lagane Jean, *La communication engageante au service de la promotion des valeurs et des comportements écocitoyens. L'exemple de recherches-actions sur le thème de l'écocitoyenneté*, 75^e Congrès de l'ACFAS, Québec, 2007

Projet AMERECO, appel d'offre de l'institut des sciences de la communication du CNRS, AMERECO, Vers une recherche coopérative en Sciences de l'information et de la Communication : Action, médias et environnement, mené par le CREPCOM Aix-Marseille 1

[15] Quelques publications indicatives :

Boillot, F. (2004). *La médiation de la biodiversité*. Communication et organisation, GREC/O.

Debos, F. (2005). *L'impact de la dimension éthique dans la stratégie de communication de l'entreprise : la nécessité d'une communication responsable*. Communication et Organisation, 26, 92-103.

Granget, L. (2004). *La responsabilité sociale des universités à l'heure du savoir comme marchandise*. Communication & Organisation GREC/O, 26

[16] Document récapitulatif des tables rondes tenues à l'Hôtel de Roquelaure les 24, 25 et 26 octobre 2007, novembre 2007, http://www.legrenelle-environnement.gouv.fr/grenelle-environnement/IMG/pdf/tables_rondes_web.pdf

[17] Association Communication et information pour le développement durable, http://www.acidd.com/UPLOAD/article/pages/53_article.php

